



## Annales historiques de la Révolution française

363 | janvier-mars 2011

L'Amérique du Nord à l'époque de la Révolution française

---

### Gérard DUFOUR et Elisabeth LARRIBA (dir.), *L'Espagne en 1808 : régénération ou révolution ?*

Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2009, 320 p.,  
ISBN 978-2-85399-743-0, 28 €.

Annie Jourdan

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11992>

ISSN : 1952-403X

#### Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2011

Pagination : 215-217

ISBN : 978-2-200-92677-9

ISSN : 0003-4436

#### Référence électronique

Annie Jourdan, « Gérard DUFOUR et Elisabeth LARRIBA (dir.), *L'Espagne en 1808 : régénération ou révolution ?* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 363 | janvier-mars 2011, mis en ligne le 27 mai 2011, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11992>

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

---

## Gérard DUFOUR et Elisabel LARRIBA (dir.), *L'Espagne en 1808 : régénération ou révolution ?*

Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2009, 320 p.,  
ISBN 978-2-85399-743-0, 28 €.

Annie Jourdan

---

### RÉFÉRENCE

Gérard DUFOUR et Elisabel LARRIBA (dir.), *L'Espagne en 1808 : régénération ou révolution ?*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2009, 320 p., ISBN 978-2-85399-743-0, 28 €.

- 1 Résultat d'un colloque international de 2008 qui s'est tenu à Aix-en-Provence, le recueil prend pour thème central les relations complexes entre régénération et révolution, dans le cadre de la Guerre d'Espagne. Car d'une part, Napoléon et les Français parlaient de régénérer un pays jugé arriéré, là où des Espagnols évoquaient la révolution en marche, tandis que d'autres encore refusaient l'une au profit de l'autre et vice versa. En vérité, ces études se concentrent plutôt sur la politique de Napoléon et ses décisions dans ce contexte ; sur ce qui s'est vraiment passé du point de vue constitutionnel et politique et sur les perceptions qu'en ont eu les contemporains. Elles ont aussi le mérite de ne pas qualifier d'emblée les révoltes et insurrections espagnoles de réactionnaires, mais d'analyser les points de vue très divergents des divers protagonistes.
- 2 L'ensemble s'amorce sur une contribution de Natalie Petiteau sur les mécanismes décisionnels de l'empereur des Français. À partir de la correspondance de Napoléon et du très officiel *Journal de l'Empire*, l'auteur suit de près les conceptions fluctuantes d'un homme avant tout obsédé par sa lutte contre l'Angleterre. Jusqu'au 29 mars 1808, par exemple, il hésite et craint de s'aliéner l'opinion publique. Mais les querelles au sein même de la famille royale et l'insurrection d'Aranjuez contre Godoy le persuadent peu à

peu d'intervenir. Il se flatte de régénérer le pays. Ses collaborateurs l'y incitent du reste, d'autant qu'un prince français sur le trône constituerait un soutien plus fiable pour la France que ne le seraient Charles IV ou son fils, le prince des Asturies – que méprise souverainement l'empereur. L'article suivant de Gérard Dufour est extrêmement intéressant pour ce qu'il nous révèle des projets de Joseph, fort peu connus en somme. À l'instar des autres frères et sœurs Bonaparte, Joseph a longtemps souffert du charisme de son cadet et a rarement été pris au sérieux (sur Joseph, une étude nouvelle et bienvenue : Vincent Haeghele, *Napoléon et Joseph Bonaparte. Le Pouvoir et l'Ambition*, Tallandier, 2010). Or, il s'avère avoir eu un programme politique – tout comme son frère Louis en Hollande. Qui plus est, Joseph avait déjà fait son apprentissage à Naples, où il avait commencé à moderniser son royaume et à lui donner une constitution. Et c'est bien cette ambition d'introduire une monarchie constitutionnelle dans les divers pays alliés ou les royaumes frères qui constitue la grande nouveauté politique du Premier Empire. Que ce soit Joseph, Murat, Louis ou Jérôme, ils ont tous dû mettre en œuvre un régime doté d'un texte constitutionnel, qui assure la liberté et l'égalité devant la loi et introduit un genre de pacte entre le souverain et ses sujets. Comme ses frères, Joseph comprenait également qu'il lui fallait respecter la religion, tout en supprimant les abus de l'Inquisition, et rationaliser l'administration, les finances, la justice, l'armée et la marine. Ce programme de Joseph est également étudié par Jean-Baptiste Busaall, qui lui a déjà consacré une thèse et plusieurs articles depuis 2006. Busaall témoigne aussi de l'importance accordée à cette constitution par les partisans des Français, lesquels tentent de la rattacher à l'histoire nationale – ici, celle d'Aragon – ou à un précédent illustre – la Suède, qui après bien des aléas, a trouvé en Bernadotte le roi nouveau, apte à faire fonctionner le régime constitutionnel, fondé sur l'équilibre des pouvoirs. Dans la constitution de Bayonne, cet équilibre était pourtant illusoire, puisque les pouvoirs étaient concentrés entre les mains du roi. Il n'empêche. L'idée de constitutionnalisme s'imposait jusque dans les Cortès. Inversement, Luis Ferran Toledano Gonzalez démontre à quel point la guerre a freiné les tentatives de modernisation de la Catalogne, où se sont succédé des fonctionnaires zélés et talentueux dont le travail s'est avéré vain. Pourtant, ces hommes que ce soit de Gerardo, Alban de Villeneuve ou le Catalan Puig ne manquaient ni d'idées ni de générosité. Mais ici comme ailleurs, la guerre et ses aléas ont réduit à néant ces beaux projets.

- 3 Parallèlement aux efforts des *afrancesados* pour faire accepter le régime nouveau, sous prétexte d'une régénération estimée indispensable, le clergé hésitait à choisir son camp. Maximiliano Barrio Gozalo distingue ainsi plusieurs tendances parmi les évêques. Certains se rallient à la France et motivent leur attitude par la régénération attendue ou par un providentialisme opportun, tandis que d'autres rejettent tout ce qui provient de l'empereur des Français. Ceux-ci peuvent alors invoquer leur patriotisme. Ce qui ressort en effet de l'ensemble des contributions, c'est non l'existence précoce (ou anachronique) d'un nationalisme espagnol, mais la montée d'un patriotisme exacerbé par l'occupation qui ne laissait pas les prêtres indifférents.
- 4 Outre ces contributions sur les réformes politiques et leur échec, il en est plusieurs qui examinent la presse de l'époque. Celle de la Grande-Bretagne, par exemple, où alternent optimisme et déception. Au début des insurrections, l'opinion anglaise était enthousiaste et annonçait la défaite de Napoléon. Mais plus le temps passe, et plus elle est déçue tout à la fois par les échecs britanniques dans la péninsule et par le peuple espagnol. La presse espagnole elle-même était extrêmement variée et décentralisée. Celle de Cadix est ainsi

intéressante pour ce qu'elle révèle des conceptions des libéraux, qui souhaitent une monarchie constitutionnelle, mais rejette celle qu'impose Napoléon. Dans l'ensemble, tous veulent des réformes et une modernisation, mais ni révolution, ni retour à l'absolutisme bourbonien. C'est peut-être cette prise de conscience l'apport essentiel du Premier Empire en Espagne.

- 5 D'autre part, les journaux publiés au cours de ces années mouvementées élaborent des mythes positifs sur un peuple héroïque qui lutte pour son indépendance, et négatifs sur Napoléon et ses armées. Or ce qui frappe, c'est que les Espagnols catholiques manient le même registre que les protestants et les anglicans, et dotent leurs adversaires de charmants épithètes tout droit sortis de la Bible. Antéchrist, Satan, Bête, mais aussi ennemi du genre humain – là le registre est plutôt juridique. Ce qui permet de conclure que le discours d'hostilité est partout identique à soi-même. C'est un point non explicitement traité dans l'ouvrage, qui, on l'a dit, se concentre avant tout sur la régénération et la révolution. Cette dernière effraie tant que les Anglais craignent que l'insurrection espagnole n'aboutisse à une révolution à la française et que les Espagnols réformateurs s'empressent de noter qu'ils souhaitent la liberté mais pas la république ; qu'ils veulent des réformes, mais pas de révolution. Or, et c'est ce que note Beatriz Sanchez Hita, les libéraux soucieux d'imposer leur constitution et de la protéger contre les velléités absolutistes de Ferdinand VII prônaient dans ce but des mesures extrêmes qui les rapprochaient bel et bien des révolutionnaires. En mai 1814, leurs craintes deviendront réalité. Ce n'était plus Napoléon qui menaçait leur liberté retrouvée, mais le roi légitime, Ferdinand.
- 6 Pour conclure, l'ouvrage apporte de nombreuses nuances sur cette période de l'histoire européenne et notamment sur le Premier Empire. Non seulement sur la politique de Joseph Bonaparte mais encore sur les réformes initiées par les fonctionnaires français ou sur celles des libéraux espagnols. Il propose une vue d'ensemble d'une presse très créatrice et très vivante, et même s'il est difficile de mesurer son impact réel sur l'opinion publique. Du point de vue de la forme, si quelques coquilles y apparaissent (ainsi p. 146 où on lit « les Hollandais », alors qu'il s'agit de monsieur et madame Holland, ou p. 30, Pardo au lieu de Prado, ou bien encore, p. 120, où l'on apprend avec stupéfaction que, sous l'Empire, la dîme se perpétue en Hollande, pays protestant qui a introduit la séparation entre l'Église et l'État dès 1796), le recueil a le grand avantage de donner un index et il est doté de quelques illustrations.